

à elles deux qu'une moisson (52 numéros).

Avant de nous remettre à l'œuvre, nous avons fait un sérieux retour sur nous-même. Avant de solliciter de nouveau les suffrages de nos lecteurs, nous nous sommes demandé si nous les méritions. Les encouragements reçus nous répondent affirmativement :

Les différents gouvernements, qui se sont succédés depuis la fondation de la *Gazette*, et n'ont cessé de nous subventionner : Des nécessités budgétaires ont pu diminuer, parfois même suspendre momentanément nos subsides ; mais nos ministres ont toujours compris qu'un des meilleurs moyens de venir en aide à l'agriculture, était de soutenir les avocats de la bonne cause, les journaux agricoles ; et nous ne doutons pas un seul instant de l'avenir, le passé nous en répond ;

Messieurs les membres du clergé, qui ont toujours été les amis dévoués de la *Gazette*, ses partisans, ses défenseurs, ses propagateurs ; tous ont collaboré à nos succès, les uns de leur plume, les autres de leur prosélytisme ; là aussi nous sommes certain de rencontrer la même sympathie ;

Les cercles agricoles, à la fondation desquels la *Gazette* a pris une part active ; les cercles agricoles, qui à maintes reprises ont fait aux conférences de notre rédacteur en chef le meilleur accueil, verront avec bonheur, la réapparition de la *Gazette des Campagnes* ;

Nos confrères de la Presse politique et quotidienne, qui signalaient chaque année d'un mot aimable l'anniversaire de la *Gazette* : en 1884, la majorité de la *Gazette* était annoncée en termes élogieux par une vingtaine de journaux politiques de la Province, des Provinces-Sœurs, et de la Nouvelle Angleterre ; de ceux-là encore nous attendons le salut fraternel et cordial, malgré l'encombrement actuel de leurs colonnes ;

Et enfin (les derniers et non les moindres) nos lecteurs eux-mêmes, qui, dans le cours de notre longue carrière, nous ont souvent témoigné des sympathies dont nous avons toujours été fiers et qui nous ont consolé de bien des déboires.

Nous pouvons donc croire que nous avons bien mérité de nos lecteurs !

Qu'allons-nous faire maintenant ? Arrivés à sa maturité, la *Gazette* comprend son devoir. Nous traversons une crise économique. De tous côtés, l'industrie, le commerce, les professions se plaignent

de l'encombrement et de la concurrence. En agriculture, la concurrence n'est guère au dedans mais au dehors. Et pour quiconque voit au-delà des limites de son comté, il est aisé de se rendre compte que la concurrence agricole des nouveaux états de l'Union et des nouvelles provinces du Dominion n'a pas dit son dernier mot. Il y aura donc encore en agriculture de mauvais jours pour les vieux pays et pour les vieilles provinces. Suivre de près les progrès et la production des nouveaux pays est une nécessité qui s'impose. L'agriculture, en tant que routine, est morte ; l'agriculture aujourd'hui est une industrie économique. Cultivateurs, qui niez cette vérité, vous ressemblez au fabricant de draps qui voudrait encore n'employer que le tissage à la main. S'obstiner en agriculture aux méthodes de nos pères, c'est nier la marche du temps, c'est se condamner à végéter c'est faire son procès à soi-même et non pas à l'agriculture. Car l'agriculture comme toute autre industrie, porte en elle-même le remède à ses maux. Le tout est de l'appliquer à propos. Le grand problème de l'industrie est le calcul du prix de revient de ses produits. Il en est de même en agriculture. Tel produit venant de l'Ouest coûte sur nos marchés une piastre le minot. A combien nous revient-il à nous, producteurs de la province de Québec ? Avons-nous intérêt à continuer à le produire ? Pouvons-nous abaisser son prix de revient chez nous. Telles sont les questions qui peuvent et doivent se résoudre chez nous en ce moment. La *Gazette* travaillera à leur solution en vous apportant les données nécessaires.

Nous avons en vue plusieurs améliorations importantes que nous souhaitons de réaliser promptement ; leur mise à exécution dépend un peu de nos lecteurs. Un journal agricole, hebdomadaire, à bon marché, comme la *Gazette*, devrait être reçu dans toutes les fermes de la Province. Nos fermiers en général ne comprennent pas leurs intérêts comme le font nos voisins des Etats-Unis. Là les journaux agricoles pullulent ; là ils comptent leurs lecteurs par centaines de mille. Les Américains, nous aimons à le reconnaître sont des gens pratiques, tout le monde l'admet ; ils aiment à recevoir quelque chose pour leur argent ; croyez-vous donc qu'ils encourageraient, sans profit, pour eux-mêmes, leurs journaux agricoles ; non assurément ; mais si pour les américains, les affaires sont les affaires, il y a lieu de croire aussi qu'ayant reçu, ils doivent payer, et qu'ils estiment que tout travail, même celui d'un